

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 3 MAI 2018**

DS/JR

**OBJET : 2.1- ADMINISTRATION GENERALE - ADHESION GROUPEMENT COMMANDES ACHAT
VEHICULES ELECTRIQUES**

L'an deux mille dix-huit, le trois du mois de mai à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Etait excusé :

M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat

Etait absent :

M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER

OBJET : 2.1- ADMINISTRATION GENERALE - ADHESION GROUPEMENT COMMANDES ACHAT VEHICULES ELECTRIQUES

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Le SDE 07 (syndicat départemental d'énergies de l'Ardèche) a engagé un programme départemental de déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables, ce à travers un maillage cohérent couvrant l'ensemble du territoire.

Dans le cadre des missions en matière de maîtrise des énergies et de développement des infrastructures de recharges pour les véhicules électriques et hybrides, suite au décret n°2016-24 du 11 janvier 2017 concernant le renouvellement des flottes publiques en véhicules à faible émissions, le SDE 07 souhaite accompagner les collectivités territoriales sur leurs besoins en matière d'acquisition ou de location de véhicules électriques et hybrides rechargeables, à travers la création d'un groupement de commandes.

Pour inciter à l'achat ou la location de véhicules électriques ou hybrides rechargeables, le gouvernement a mis en place un bonus écologique versé sous forme de prime et concernant les véhicules neufs électriques et hybrides rechargeables émettant une quantité limitée de dioxyde de carbone (CO2) par kilomètre (inférieur à 60 grammes de CO2/km). De plus, l'acquisition de véhicules électriques ou hybrides rechargeables permet à la collectivité de s'inscrire dans une démarche d'écologie et de respect de l'environnement.

Un groupement de commande est régi par une convention qui définit les règles entre l'ensemble de ses membres. La liste des membres du groupement de commandes sera arrêtée par le SDE 07 le 8 juin 2018. Le coordonnateur du groupement sera le SDE 07. Il sera chargé d'organiser, dans le respect des procédures de passation des marchés publics, l'ensemble des opérations de sélection de fournisseurs afin de permettre de répondre aux besoins exprimés par les membres du groupement. La CAO du groupement sera celle du SDE 07, coordonnateur du groupement.

Les besoins de notre collectivité concernent :

- Le lot 3 « véhicules particuliers à motorisation hybride rechargeable » : 1 véhicule en achat pour 2019
- Le lot 5 « véhicules utilitaires à motorisation électrique de type fourgonnette B » : 1 véhicule en achat pour 2019

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'ordonnance du 23 juillet 2015 et notamment son article 28,

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (loi Grenelle 2),

Vu la loi relative à la transition énergétique,

Il est proposé au bureau syndical de :

- Autoriser l'adhésion du SEBA au groupement de commandes ayant pour objet l'achat ou la location de voiture électriques et hybrides rechargeables,
- Accepter les termes du projet de la convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat ou la location de voitures électriques et hybrides rechargeables (selon projet en annexe),
- Autoriser le président ou son représentant à signer la convention de groupement et à transmettre les besoins de la collectivité, à savoir le détail du nombre de véhicules électriques et hybrides rechargeables à l'achat et à la location selon le type d'usage,
- Autoriser le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte du syndicat des eaux du bassin de l'Ardèche, ce sans distinction de procédures ou de montants lorsque les dépenses sont inscrites au budget, ainsi que tous documents nécessaires à l'exécution de ce groupement de commandes.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Le Président,
Jean PASCAL



CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE POUR L'ACHAT OU LA LOCATION DE VEHICULE ELECTRIQUE OU HYBRIDE

La présente convention est établie entre :

Le Syndicat Départemental d'Energies de l'Ardèche SDE07, représenté par Monsieur Patrick COUDENE, agissant en sa qualité de Président dûment mandaté par délibération du XXXXX ;

ET

Les membres figurant en annexe 1

PREAMBULE

Dans le cadre de ses missions en matière de maîtrise des énergies et de développement des infrastructures de recharges pour les véhicules électriques et hybrides et suite au décret n°2016-24 du 11 janvier 2017 concernant le renouvellement des flottes publiques en véhicules à faible émissions, le Syndicat Départemental d'Energies de l'Ardèche souhaite accompagner les collectivités territoriales sur le développement de la mobilité électrique en Ardèche.

Le Syndicat Départemental d'Energies de l'Ardèche, s'étant déjà engagé dans le déploiement d'un réseau d'Infrastructure de Recharge pour Véhicule Electrique, souhaite à présent faciliter l'acquisition de véhicules électrique ou de recharge pour les collectivités.

Pour inciter à l'achat ou la location de véhicules électriques ou hybrides, le gouvernement a mis en place le Bonus écologique, il est versé sous forme de prime et concerne les véhicules neufs hybrides rechargeables émettant une quantité limitée de dioxyde de carbone (CO₂) par kilomètre (inférieur à 60 grammes de CO₂/km.

De plus, l'acquisition de véhicules électriques ou hybrides, permet à la collectivité de s'inscrire dans une démarche d'écologie et de respect de l'environnement, qui ne pourra être que plus bénéfique pour la collectivité.

Enfin, à travers cette démarche le SDE 07 souhaiterait pouvoir mettre en place un groupement d'achat pour les véhicules électriques. La faisabilité de ce projet permettrait à chacune des collectivités participantes de réaliser des économies considérables concernant l'achat ou la location des véhicules électriques.



CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU :

Article 1^{er}. - Objet

Il est constitué entre les membres signataires de la présente convention un groupement de commandes conformément à l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, ci-après désigné "le groupement".

A cet égard, la présente convention précise les modalités de fonctionnement de ce groupement ainsi que les obligations respectives de chacune des parties.

La présente convention doit permettre à ses adhérents de bénéficier des prestations prévues portant sur des marchés de fourniture et d'acheminement d'électricité et des services associés pour les besoins propres de ses membres.

Article 2. - Composition du groupement

Le groupement est ouvert aux collectivités territoriales et établissement public de coopération intercommunale.

La composition initiale des membres du groupement sera arrêtée au plus tard le 8 juin 2018. Elle figure en annexe 1.

Article 3. - Conditions d'adhésion et de sortie du groupement

Chaque membre adhère au groupement par une décision selon ses propres règles internes. Cette décision est notifiée au coordonnateur.

L'adhésion des personnes relevant du Code Général des Collectivités Territoriales est soumise à l'approbation de leur assemblée délibérante, dans les conditions prévues par ce Code.

L'adhésion d'un nouveau membre peut intervenir à tout moment. Toutefois, un nouveau membre ne saurait prendre part à un accord cadre ou un marché en cours au moment de son adhésion.

Le présent groupement est institué à titre permanent, mais chaque membre est libre de se retirer du groupement.

Le retrait d'un membre du groupement est constaté selon ses règles propres. Cette décision est notifiée au coordonnateur. Le retrait ne prend effet qu'à l'expiration des accords-cadres et marché en cours.

Les membres fondateurs du groupement acceptent, sans qu'il soit besoin de délibérer, l'adhésion de tout nouveau membre après délibération/décision prise par l'organe compétent de celui-ci. L'annexe 1 à la présente convention s'en trouve automatiquement modifiée.

Une fois membre du groupement, l'entité accepte également l'entrée dans le groupement d'une autre personne publique. Le coordonnateur complète en conséquence la convention constitutive, la dépose en



Préfecture et la notifie aux autres membres du groupement.

En cas de sortie du coordonnateur du groupement ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, une convention modificative ou un avenant interviendra pour désigner un nouveau coordonnateur.

Article 4. - Obligations des membres

Les membres du groupement sont chargés :

- de communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins quantitatifs, par le truchement éventuellement d'une fiche de recensement ;
- de respecter les demandes du coordonnateur en s'engageant à y répondre dans le délai imparti ;
- de participer, selon leur volonté, à la définition des prescriptions administratives et techniques (CCAP, CCTP, règlement de consultation), en collaboration avec le coordonnateur ;
- de respecter les clauses du contrat signé par le coordonnateur ;
- d'inscrire le montant de l'opération qui le concerne dans le budget de sa collectivité/ EPCI et d'assurer l'exécution comptable du ou des marchés (et/ ou accords-cadres et marchés subséquents qui le concerne ;
- d'informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution de ses marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents. Le règlement des litiges relève de la responsabilité de chacun des membres du groupement;

Article 5. – Désignation et missions du coordonnateur :

Le SDE07 est désigné par l'ensemble des membres du groupement comme « coordonnateur » pour les missions décrites ci-après.

Le coordonnateur est désigné pour la durée de la convention.

Chaque structure est responsable de ses engagements et le coordonnateur ne saurait en aucun cas être tenu responsable de tout litige qui pourrait naître du non-respect de ses obligations.

Le coordonnateur est chargé d'organiser, dans le respect du Code des marchés publics, l'ensemble des opérations de sélection d'un prestataire afin de permettre de répondre aux besoins exprimés par les membres du groupement.

En pratique, le coordonnateur a pour mission :

- D'assister les membres dans la définition de leurs besoins et de centraliser ces besoins sur la base d'une définition préalable établie par lui en concertation avec les membres ;
- De définir le cadre juridique d'achat ;
- D'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres
- De définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- D'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication des avis d'appel



public à la concurrence et d'attribution, envoi des dossiers de consultation des entreprises, préparation et organisation matérielle des opérations d'analyse des candidatures et des offres, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appel d'offres, information des membres du groupement des résultats de la consultation, information des candidats non retenus)

- De signer et notifier les marchés, y compris les marchés subséquents passés sur le fondement d'un accord cadre ;
- De gérer la mise en œuvre de clauses d'ajustement et de révision des prix;
- De coordonner la reconduction des marchés (simple information lorsque les membres gèrent leurs marchés) ;
- De transmettre les marchés aux autorités de contrôle ;
- De gérer les pré-contentieux et les contentieux formés par ou contre le groupement, à l'exception des litiges formés à titre individuel par un membre du groupement ;
- Préparation des avenants le cas échéant.

Article 6. - Commission d'appel d'offres (CAO)

Conformément aux dispositions de l'article 101 L. 1414-3.III. de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, la commission d'appel d'offres chargée de l'attribution des marchés et des accords cadre est celle du coordonnateur.

Article 7. - Dispositions financières : indemnisation du coordonnateur

Le SDE 07, en sa qualité de coordonnateur assure le financement des frais exposés par le groupement :

- frais relatifs à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence et de l'avis d'attribution
- frais de reprographie et d'envoi des dossiers
- frais de gestion administrative de consultation

Il ne sera demandé aucune indemnisation par le coordonnateur au titre de sa mission.

Article 8. - Durée de la convention et du groupement

La présente convention prendra effet dès lors qu'elle aura revêtu un caractère exécutoire pour toutes les parties.

La date d'effet de la présente convention est celle de la notification de la convention par le coordonnateur à tous les membres du groupement.

Le présent groupement est conclu pour une durée indéterminée.

Article 9.- Recours

Tout litige susceptible de naître entre les membres du groupement à l'occasion de la présente convention fera l'objet d'une procédure de règlement amiable, avant toute procédure contentieuse éventuelle portée



devant la juridiction compétente (Tribunal Administratif de Grenoble).

S'agissant des litiges opposant le groupement à tout requérant avant la notification des marchés, seul le coordonnateur sera habilité à agir en justice.

Pour les litiges opposant le groupement à leur cocontractant, chaque membre du groupement sera habilité à agir en justice, la présente convention ne produisant plus d'effet.

Article 10. – Modification de la présente convention

Les éventuelles modifications du présent acte constitutif du groupement doivent être approuvées par les deux tiers des membres du groupement dont les décisions sont notifiées au coordonnateur.

Article 11 : Dissolution du groupement

Le groupement est dissout par une décision d'une majorité qualifiée des deux tiers de ses membres, cette dissolution ne prend effet qu'à l'expiration des accords-cadres et marché en cours.

Fait à Privas, le

Fait en autant d'originaux que de parties

Le coordonnateur du groupement